

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livorno, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; la refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

SUPPLEMENT SUISSE No 18

15 juin - 15 sept. 1979

AVEC L'EUROPE ON MYSTIFIE LE PROLETARIAT

Depuis des mois et des mois, la bourgeoisie ne parlait plus que des élections du Parlement européen et présentait ce nouvel hémicycle comme la matérialisation d'une Europe enfin réunie et réconciliée après tant de guerres et tant d'efforts pour construire le Marché Commun.

Ce Marché Commun, qui ne répondait à aucune expression d'un "sentiment européen" comme voulait bien le faire croire une bourgeoisie toujours prompte à justifier par la "volonté humaine" ce qui lui est imposé par les implacables forces matérielles du développement capitaliste, et qui devait soit-disant mettre fin aux antagonismes nationaux était déterminé par le nécessaire besoin pour le Capital de faire tomber les obstacles entravant la circulation des marchandises. Eliminer ces obstacles ne signifiait pourtant nullement aplanir les différences de développement entre les nations, et il suffit de jeter un coup d'oeil sur les comptes de leur balance commerciale pour constater que l'écart va en s'accroissant (et que par conséquent s'approfondissent les contradictions entre elles), ni ne signifiait construire une "entente fraternelle entre les peuples". En dépit de tous les accords la course individuelle continuait et continue toujours.

Le Parlement qui vient d'être élu n'a comme pouvoir réel - mais cela est déjà énorme pour la bourgeoisie - que de mystifier une fois de plus la classe ouvrière, de dévier son attention de sa condition d'exploité pour lui faire miroiter l'espoir d'apaiser la misère et le chômage par le bienfait de l'activité parlementaire. Au delà des antagonismes entre les Etats qui composent l'échiquier européen, un lien puissant unis les différentes bourgeoisie: celui de

se prémunir contre les assauts d'une classe ouvrière qui porte sur ses épaules tout le poids d'une crise qui ne va qu'en s'approfondissant et en s'élargissant.

La bourgeoisie s'agite, ne jure que par son nouveau-né, inonde ses mass-média de propagande et même ceux dont le nationalisme est le plus bouillant

font chorus au nom d'une "Europe aux couleurs de la France" ou d'ailleurs. Quant à l'opportunisme il ne peut que surenchérir à cette entreprise bourgeoise et se poser comme le seul représentant d'une Europe "vraiment démocratique". Dans cette vaste foire électorale, il trouve évidemment son terrain de prédilection, et participe comme les

(suite en page 2)

IMMIGRATION :

La nouvelle loi fédérale, "Etre Solidaire" : Mêmes principes, mêmes buts !

La "nouvelle" loi sur l'immigration ainsi que l'initiative "Etre solidaire", issue du KAB (Mouvement des travailleurs catholiques de Suisse) nous donnent l'occasion de rappeler les points fondamentaux qui doivent régir la politique de classe vis-à-vis de l'immigration de faire tomber le masque de tous les humanistes et ouvriéristes qui en dépit de leurs atermoiements sur le sort des prolétaires immigrés n'agitent aucune mesure différente que celles déjà appliquées par la bourgeoisie et l'Etat.

Aujourd'hui, l'ensemble de l'éventail soit-disant "ouvrier" ou "socialiste" des forces politiques et syndicales, du PSS à la dite "extrême gauche", oppose ces deux paquets de lois en faisant passer l'initiative "Etre solidaire" pour l'alternative progressiste à défendre contre "l'inhumaine" nouvelle loi fédérale. Cette alternative n'est en réalité qu'une vaste mystification! Le consensus réalisé sur l'initiative est de surcroît porté aux nues comme

l'exemple même de l'unité ouvrière contre la bourgeoisie, alors qu'il n'est objectivement, et nous allons le démontrer, que l'alignement de ces forces sur l'ensemble de la politique de l'Etat en matière d'utilisation par le Capital des forces de travail immigrées.

(suite en page 2)

SOMMAIRE

| | |
|--|-------|
| - Avec l'Europe on mystifie le prolétariat | p. 1 |
| - Immigration | p. 1 |
| - A l'Est comme à l'Ouest | p. 4 |
| - Genève : Dafflon consacré ! | p. 4 |
| - Moniteurs | p. 5 |
| - Front Rouge | p. 7 |
| - Vie du Parti : Bilan de la lutte des foyers Sonacotra | p. 8 |
| - N'ayez crainte MM. les bourgeois | p. 9 |
| - CAS | p. 10 |

AVEC L'EUROPE ON MYSTIFIE LE PROLETARIAT

(suite de la page 1)

autres à la diversion pour engager le prolétariat dans la démobilisation, pour suspendre son sort à un bulletin de vote. Quoi de plus démobilisateur pour les ouvriers anglais ou italiens que de se payer le luxe démocratique de deux élections coup sur coup, l'une nationale, l'autre européenne!

Cette foire aura permis à tous les petits exclus de souder leurs forces pour participer, eux aussi, à l'entreprise de diversion, pour faire entendre leurs couinements de souris parmi le concert des ténors. On rassemble les écolos, les régionalistes, les mouvements féministes, les opposants à ceci ou à cela, tous ceux qui n'ont pas dépassé leurs intérêts de petits boutiquiers, pour en faire une bouillie politique où chacun - sauf les prolétaires - trouve bien de quoi se satisfaire. Les centristes, Lutte Ouvrière, LCR, Democrazia proletaria, se saignent de leurs forces matérielles pour quelques minutes à la télé et se retrouvent sans un sous vaillant ni aucune force militante pour apporter un soutien aux luttes ouvrières nécessitant un apui actif pour leur élargissement.

Petite note comique parmi d'autres, les monarchistes de la "Nouvelle Action Royaliste" ont si bien compris l'identité des intérêts de tous, qu'ils ont appelé leurs sympathisants à voter pour Marchais ou Chirac: "pour empêcher que la communauté nationale ne se dilue dans le néant européen, et pour conserver les chances d'une internationale des nations (!!!) soucieuses de préserver leur liberté, leur mode de vie et leur prospérité aux agressions et au pillage commis par l'impérialisme" ("Le Monde", 9-06-79).

Après avoir passé des mois à préparer les élections, bourgeoisie et opportunisme vont maintenant passer des mois à commenter les résultats, à analyser les victoires ou les défaites, à tirer les conséquences, etc... Et cela jusqu'aux prochaines élections nationales! Maintenir en permanence l'illusion que le sort du monde et des prolétaires dépend de tel ou tel partage des sièges, voilà tout le sens de la foire électorale, à l'époque de l'impérialisme pourissant.

D'une foire électorale à l'autre, bourgeoisie et opportu-

nisme retardent la rentrée brutale du prolétariat sur la scène des luttes de classe.

Contre tous les parlementaristes bourgeois et opportunistes qui paralysent le mouvement de classe indépendant du prolétariat en le maintenant sur le terrain de la légalité et du respect de l'Etat bourgeois, la IIIème Internationale lançait en permanence son attaque et déclarait notamment au IIème Congrès en 1920: "Le parlementarisme

" me de gouvernement est devenu
" la forme "démocratique" de la
" domination de la bourgeoisie,
" à laquelle il faut, à un moment donné de son développement une fiction de représentation populaire exprimant en apparence la "volonté du peuple" et non celle des classes, mais constituant en réalité, aux mains du Capital régnant, un instrument de coercition et d'oppression" ("Le parti communiste et le parlementarisme").

IMMIGRATION

(suite de la page 1)

Voyons d'abord en quoi consiste la "nouvelle" loi fédérale. Disons tout de suite qu'elle n'a rien de "nouvelle". Sa principale raison d'être est avant tout de doter l'Etat d'un instrument législatif plus manipulable et opérationnel pour l'exercice du contrôle de l'immigration. Elle consiste donc à rassembler en nonante articles dans un même texte de lois les quelques onze ordonnances et X circulaires régissant actuellement le contrôle de l'immigration. Quant aux quelques rectifications et retouches apportées à la nouvelle loi, elles ne modifient en rien l'état d'exception pour les ouvriers immigrés.

Parmi les nouveautés, le droit accordé aux étrangers de prendre la parole sur des thèmes politiques dans des assemblées ou manifestations publiques n'est qu'une broutille, qui concerne surtout dans les faits quelques pontes réformistes voisins venus faire leur propagande électorale en Suisse auprès de leurs compatriotes, qui ne change en rien le statut de l'ensemble des immigrés, mais qui permet de faire dire à la bourgeoisie que la nouvelle loi introduit "un progrès substantiel". Mais derrière cette reformette, que l'on ne saurait même pas taxer de "carotte", la réalité ne change pas pour les prolétaires immigrés: ils restent soumis au contingentement, aux statuts, aux discriminations et à la toute puissante police des étrangers.

L'initiative "Etre solidaire" que l'opportunisme veut "opposer" aux nouvelles lois fédérales, vise, comme ces dernières,

l'objectif vital pour l'économie nationale de satisfaire les besoins du Capital en forces de travail, au plus près des nécessités immédiates et compte tenu de la crise. Il s'agit donc d'utiliser l'armée de réserve constituée dans les nations exportatrices de forces de travail dans la mesure la plus optimale pour le Capital, c'est-à-dire sans que des bras inutiles à la production viennent coûter à l'Etat suisse. Mais pour cela il faut un CONTROLE général de l'immigration!

Sa provenance des milieux chrétiens, les pires, permet malgré tout de la distinguer de la nouvelle loi fédérale sur le plan formel du langage. Si la grande bourgeoisie utilise le langage strict des technocrates, la petite-bourgeoisie se plaît à répéter la même messe, mais avec des références plus fréquentes aux sacro-saints Droits et Respects de l'Homme.

L'autre différence concerne la question des saisonniers. L'initiative, toujours grande et généreuse!, demande que les travailleurs saisonniers soient "mis sur pied d'égalité avec les étrangers en séjour", avec un délai de 5 ans après l'acceptation de l'initiative pour modifier la loi actuelle!

Mais bien sûr le contingentement (la "stabilisation" selon l'expression de l'initiative) reste le pilier et la raison d'être de l'initiative. Qu'on en juge: "Le nombre des autorisations d'entrée accordées à des étrangers en vue de l'exercice d'une activité lucrative ne doit pas dépasser

" celui des étrangers actifs
" ayant quitté le pays l'année
" précédente". Quelle différen-
ce avec la loi ancienne ou nou-
velle appliquée avec encore
plus de dureté par l'Etat depuis
la crise de 1974, quelle meil-
leure approbation de l'expul-
sion de quelques 300 000 tra-
vailleurs immigrés?

L'initiative est, on le voit,
tout-à-fait adaptée aux besoins
du Capital; elle correspond à
la nécessité impérieuse du Cap-
ital, dans cette période de
surproduction de marchandises,
d'éliminer des bataillons d'ou-
vriers de son appareil produc-
tif. Les travailleurs immigrés
font justement partie des pre-
mières catégories à qui l'on
demande de débarrasser le plan-
cher.

D'ailleurs les promoteurs de
l'initiative connaissaient par-
faitement bien leurs responsa-
bilités vis-à-vis du Capital
puisque'ils rédigèrent ce texte
justement en 1974, année des
premiers grands "dégraissages"!
Malheureusement pour ces petits
rigolos, l'Etat pouvait se pas-
ser de leurs services, car il
diaposait depuis toujours des
armes lui permettant de vider
la Suisse des travailleurs im-
migrés devenus subitement sur-
numéraires.

De Schwarzenbach à Fürgler
en passant par le comité d'ini-
tiative d'"Etre solidaire", le
langage change mais les réali-
tés couvertes par les mots ne
varient pas!

Ces Messieurs-Dames du comi-
té étaient si parfaitement au
courant des nécessités conjonc-
turelles qu'ils n'avaient pas
oublié de laisser la possibili-
té à l'Etat de rouvrir les van-
nes en cas de reprise économi-
que. L'initiative, dans les
"dispositions transitoires",
précise bien que: "Les présen-
tes dispositions ne pourront
être assouplies par la légis-
lation fédérale que dix ans
au plus tôt après leur entrée
en vigueur".

Quant aux droits politiques,
il n'en est simplement pas ques-
tion. Les immigrés devront se
contenter d'être "consultés"
par la Confédération, les can-
tons ou les communes pour "les
questions qui les concernent".

On voit donc mal en quoi ce
projet mérite d'être soutenu
par le prolétariat (sans parler
du moyen de "lutte" de l'initia-
tive!); Mais nous entendons dé-
jà s'exclamer toute la cohorte
de ceux qui sont depuis tou-
jours des inconditionnels de
"Etre solidaire" ou de ceux

a l'IMR) qui ont pris le
en marche: "Et l'abolition
" du statut de saisonnier? N'
" est-ce pas là un aspect suf-
" fisamment positif pour que l'
" initiative mérite un appui
" large et massif?" C'est en
fait le seul argument avancé
par ceux qui se prétendent un
peu ou beaucoup critiques vis-
à-vis de l'initiative, mais qui
lui offre concrètement leur
soutien.

C'est le propre de la petite-
bourgeoisie humanisante de vou-
loir à tout prix et à tout ins-
tant arrondir les angles les
plus vifs de l'exploitation capi-
taliste pour mieux faire cabir
à la classe ouvrière son esclav-
age salarié. Eliminer le sta-
tut de saisonnier pour lui sub-
stituer un permis annuel, voilà
un bel emplâtre sur une jambe
de bois, d'autant plus qu'on se
propose de diminuer autant qu'il
le faut le nombre des annuels!

Lorsque la bourgeoisie calcu-
lera qu'il faut éliminer, par
exemple, 50 000 ouvriers immi-
grés pour maintenir des rapports
"harmonieux" sur le marché du
travail, elle s'appuiera sur
les dispositions prévues par l'
initiative, si celle-ci venait
à être acceptée par le brave
peuple. Peu importe à ce moment-
là d'avoir un permis A ou B, ce
sont 50 000 dont le Capital n'a
plus besoin. Peu importe donc
que l'ouvrier saisonnier se soit
vu attribué la veille un permis
d'une année si c'est pour s'en-
tendre dire le lendemain qu'on
n'a plus besoin de ses services
l'année suivante! 12 mois au
lieu de 9 pour une partie de la
classe ouvrière immigrée, mais
toujours la menace de na pas
voir son permis de travail re-
nouvelé l'année prochaine. Et
c'est cela que les ouvriers
devraient soutenir!

Mais cette carotte, car il
s'agit bien cette fois d'une
carotte, suffit largement pour
rallier à l'initiative toute la
frange des pleurnicheurs de la
condition ouvrière qui ne voient
de misérable à l'exploitation
capitaliste que la baraque de
chantier où s'entassent les ou-
vriers du bâtiment et qui sont
capables pour un lavabo de plus
de dire amen au contrôle de l'
immigration, aux statuts et à
la police des étrangers!

C'est contre tout contrôle
de l'immigration, contre tous
les statuts, pour la libre cir-
culation des travailleurs entre
les pays et dans le pays où ils
travaillent, pour les mêmes d-
droits politiques sans exclusi-
ve que doivent se battre les

prolétaires, suisses et immi-
grés, avec leurs méthodes de
classe qui rejettent les moyens
démobilisateurs comme l'ini-
tiative. Aujourd'hui un épisode
de cette bataille passe par la
dénonciation des prétendues
"oppositions" de l'opportunisme
à la bourgeoisie.

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

Nr. 22 Juni 1979
vierteljährliche theoretische Zeitschrift
der IKP

Inhalt:

1. Die Verteidigung des Marxismus ist die
Verteidigung der Waffe der proletar-
ischen Revolution
2. China auf dem Weg zur imperialist-
ischen Grossmacht
3. Die Kommunistische Partei Italiens und
die faschistische Offensive (1921-1924)
1. Teil
4. Rationalisierungen in Russland: Im
Osten wie im Westen führt das Produk-
tivitätsrennen zu einer Steigerung der
Ausbeutung

Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure
(numéro 11) parue dans la série « Le
Proletaire ».

Elle contient l'article du même titre
paru dans notre revue en 1960 pour dé-
molir la mystification de l'antifascisme
démocratique et ses justifications « anti-
antisémites » en mettant à nu la racine de
l'extermination des Juifs, le capitalisme
impérialiste dont la forme démocratique
n'a rien à envier au fascisme; car la dé-
mocratie, elle, a porté l'extermination des
masses colonisées à son comble, mais
a su la couvrir de la plus immonde hypo-
crite.

Ce texte est précédé d'une introduc-
tion expliquant les causes de la campa-
gne « anti-antisémite » actuelle, notam-
ment la préparation psychologique du
camp impérialiste anti-russe sans parler
de l'excellente couverture que cette cam-
pagne donne au racisme dont sont victi-
mes les prolétaires étrangers, maghrébins
en premier lieu.

Militants, sympathisants, lecteurs, cette
brochure est une arme de lutte! Diffu-
sez-la largement! Passez commande au
« Proletaire ».

24 pages, Prix: 3 F

A l'Est comme à l'Ouest, le Capital domine

Tous ceux qui voient dans les pays de l'Est du socialisme viennent de prendre un sérieux coup dans l'aile, après le licenciement en Hongrie d'une centaine d'ouvriers et employés dans les usines de camion MAN de l'entreprise la Raba.

Ces licenciements, que la direction de la Raba justifie nécessaires "parce que leur travail était devenu inutile (nous rajoutons : inutile au Capital!)", ne sont pas l'expression d'un accident de parcours, d'un cas isolé, mais s'intègrent dans le plan de l'Etat pour améliorer la productivité du travail.

A l'Est comme à l'Ouest, lorsqu'il est question d'augmenter la productivité du travail, les recettes des technocrates (qu'ils s'appellent entre eux "Monsieur" ou "Camarade" ne change rien à l'affaire!) sont absolument invariants. Ce sont toujours les licenciements, l'augmentation des rythmes de travail et le resserrement de la discipline de fabrique. La direction de la Raba ne se plaint d'ailleurs pas des résultats: "Ces licenciements ont déjà atteint leur but, puisque les employés qui travaillent toujours à l'entreprise ne sont plus venus en retard au travail depuis lors et que le nombre d'employés yés ivres est en baisse." Un patron occidental ne parlerait pas autrement!

Poussée par l'aiguillon de la crise sur les marchés mondiaux, ne peut qu'emboîter le pas dans la course à la restructuration et ne peut que faire porter le fardeau de la crise sur le dos des travailleurs.

Le quotidien "Magyar Nemzet" explique de surcroît que la décision "courageuse" prise à la Raba suscite l'admiration de tous les directeurs d'entreprises, mais que ces derniers hésitent encore à opérer de cette manière, au grand jour. Bien sûr, comme en Occident, mais peut être plus encore à l'Est où le pouvoir du Capital repose sur le mythe bien entretenu du "socialisme dans un seul pays", les patrons craignent comme la peste la riposte ouvrière. Chaque grève est en effet dans ces nations un démenti cinglant au mythe du socialisme, chaque grève fait renaître la peur de la force de classe du prolétariat.

Ces licenciements ne sont qu'un début, d'autres attaques suivront, toujours plus du-

res, quand les patrons se seront débarrassés de leurs derniers scrupules et ne s'astreindront plus à faire sous le couvert ce qu'il est plus efficace de faire frontalement.

Outre le renforcement des conditions d'exploitation à l'usine, l'Etat envisage d'instaurer des mesures draconiennes pour améliorer la "mobilité des travailleurs". Là aussi à l'Est comme à l'Ouest, il est impossible d'échapper à la logique du Capital: plus on licencie et plus on réclame un prolétariat mobile!

Mais la Hongrie n'est pas la seule à souffrir des affres de la crise et à se soigner avec les remèdes de cheval propres au capitalisme. En Pologne il semble que la bourgeoisie hésite moins dans ses attaques, par habitude maintenant d'affronter de puissantes grèves ouvrières. L'hebdomadaire "Polityka" publiait au début de l'année, dans le cadre d'un vaste débat national, une série de lettres de directeurs d'usine réclamant la constitution d'une armée de réserve par l'introduction légale du chômage. Cette mesure, disaient-ils, aurait comme bé-

néfique effet de faire pression sur les travailleurs actifs pour qu'ils augmentent leur productivité, la qualité de leur travail et diminuent leur absentéisme, et nous rajouterons pour qu'ils acceptent aussi les diminutions de salaire. Augmenter la concurrence entre les prolétaires, voilà une trouvaille excellente, mais à combien traditionnelle, pour s'assurer de la "ferveur" au travail des ouvriers actifs!

Nous ne pleurerons pas de manière infantile sur le sort réservé à toutes ces populations de prolétaires; au contraire, nous nous réjouissons que toutes ces attaques que le Capital porte à la classe ouvrière, fassent tomber petit à petit le masque ignoble du "socialisme" qui couvre le visage d'un mode de production qui n'est autre que du CAPITALISME! Elles permettront aussi que le prolétariat, après une longue absence de la scène historique, ressurgisse de l'oubli en se réappropriant ses armes de classe et en organisant sa défense sur le terrain de classe pour riposter aux attaques sur ses conditions de vie que le Capital ne cesse de lui porter.

Genève : Daflon consacré !

Que les travailleurs genevois soupirent d'aise, leur maire est "communiste"! Finit les licenciements, finit les pressions sur les salaires, finit les attaques patronales de toutes sortes, finit les sacrifices, finit le temps des incertitudes... enfin pour une année au moins!

Tremblez bourgeois, le prolétariat est au pouvoir... ou plutôt Daflon est au plus haute fonction magistrale de la ville, et aussi au sommet de la gloire.

Pour le PdT c'est le grand cri de victoire: "nous avons terrassé la réaction!". Tant d'années de travail et d'efforts acharnés pour prouver à la bourgeoisie son sens des responsabilités, son respect des institutions, sa dignité à exercer les plus hautes fonctions, enfin reconnus par la bourgeoisie!

Tous les efforts déployés par le PdT pour la chasse aux sièges parlementaires, administratifs

et autres n'ont d'égal que sa lutte permanente pour la paix sociale, l'harmonie entre les classes, la défense de l'armée, de la police, en un mot pour la défense de l'Etat.

Mais ce sont aussi des efforts déployés contre les intérêts immédiats et généraux du prolétariat, contre le communisme et le marxisme qui sont révolutionnaires et seulement révolutionnaires!

Le sort aura malgré tout marqué le premier jour - le plus beau de la vie d'un maire, celui où l'on prête serment devant les fanfares et majorettes - du mandat de M. le maire Daflon par l'intervention de 250 flics mitrailleurs à la hanche (illustrant ainsi ce que sont ces corps spéciaux cantonaux ou locaux que le PST, par la voix de Vincent, réclamait aux Chambres fédérales à la place de la PFS), épaulés par les lances à eau des pompiers, autre service

A Genève, bilan de la lutte des moniteurs :

UN MOUVEMENT PRISONNIER DE SON PASSE.

Depuis plus de deux ans, les travailleurs des Centres de loisirs à Genève ont tenté de mener des luttes pour l'amélioration des conditions de travail et de salaires, et nous nous proposons de faire dans cet article un bilan du mouvement plutôt qu'un historique.

L'intérêt d'un tel bilan ne réside pas dans la valeur exemplaire de cette lutte, qui est restée sagement dans le cadre de la "Paix sociale", orchestrée par les syndicats, le patronat et l'Etat, mais réside dans son caractère hésitant, brouillon et petit-bourgeois caractéristique, propre au mouvement naissant de "travailleurs qualifiés" des services sociaux, médicaux. Si nous nous penchons sur un mouvement tel que celui-ci, c'est que cette catégorie importante de salariés exploités par le Capital ne pourra se défendre avec vigueur qu'en abandonnant l'hétéroclite fatras idéologique des couches et demi-couches petites bourgeoises dans lesquels il baigne, et qui l'empêchent de revendiquer et d'utiliser les armes et les méthodes propres au prolétariat.

public communal, qui ont mis fin par la force à la révolte de Champ-Dollon, pendant que Dafflon trinquait au Molard avec son ami Ketterer, affairiste bien connu à Genève!

Le lendemain, quand Dafflon savourait son premier jour de fonction, Anne-Marie Grenier était poussée à la mort par l'enfer aseptisé de Champ-Dollon! Genève était rouge ce jour-là, mais rouge de sang!

Accueillir les diplomates bedonnants, courir de réception en conférence, veiller à ce que les ordures soient correctement éliminées de la chaussée genevoise, voilà les grandes tâches qui s'ouvrent à Dafflon.

A propos d'élimination des ordures, rappelons tout de même à Dafflon, mais aussi à tous ceux de son espèce, qu'un jour viendra où, le pouvoir en main (pas celui de la mairie, celui des soviets et de la dictature du prolétariat!), la classe ouvrière nettoiera à son tour les cités de tous les détritiques qui l'ont encombré sur le chemin de la révolution!

En disant cela, nous savons aussi que la propagande pour des méthodes de classe dans la défense immédiate auprès de telles couches n'est pas une chose aisée, par le fait qu'elles s'identifient souvent avec leur travail, contrairement aux ouvriers industriels pour qui le travail à l'usine n'est que l'unique moyen de survivre. Et cette identification, qui est inculquée dès la formation de ces travailleurs est un obstacle supplémentaire qui empêche la naissance d'un mouvement de classe.

Lutter dans ces couches pour que les travailleurs se considèrent comme des prolétaires, voilà tout le sens d'une intervention des communistes auprès d'elle.

Rappelons brièvement la naissance des Centres de loisirs. Lorsque dans les années 50, sous l'effet d'une relance économique qui tardait à venir, le chômage des jeunes pris une certaine importance, le phénomène social des "blousons noirs" inquiéta la bourgeoisie qui y voyait un facteur de trouble et de désordre. Elle résolu donc de créer une nouvelle fonction sociale chargée de "s'occuper" de ces jeunes chômeurs. La profession d'animateur culturel était née.

Lorsqu'avec le formidable boom des années 60, le capitalisme intégra ces nouvelles forces de travail, les animateurs se trouverent bientôt eux-mêmes devant le spectre du licenciement, et pour les nouvelles volées sortant de l'école la reconversion immédiate. Alors pour se défendre, les animateurs et en particulier les étudiants se mirent à s'inventer un nouveau rôle social, ainsi fut théorisé le rôle de la "maison de quartier".

Si théoriquement ces propositions pouvait prendre parfois un aspect "contestataire", elles répondaient dans la pratique à un besoin non satisfait des quartiers populaires en équipement sociaux-culturels.

Après un douloureux enfantement ou les théorisations utopico-subversives de certaines expériences furent brutalement battues par l'intervention de l'Etat, les Centres de loisirs par quartier (18 à Genève) devinrent l'un des chevaux de bataille de la politique électoraliste du PS. Critiqués par la droite parlementaire comme étant des équipements inutiles, soutenus par la gauche bourgeoise et parlementaire, les Centres de loisirs de "Centres de contestation universelle" qu'ils prétendaient être, il y a 10 ans, ne sont devenus qu'un service social supplémentaire que l'Etat se doit de prendre en charge.

Les animateurs, ayant depuis la naissance des Centres de loisirs été leur propre promoteur (1), définissant dans la foulée même de leurs activités présentes leurs activités futures, ils les développèrent à un tel point qu'ils furent obligés d'avoir de l'aide pour les assumer. C'est notamment en développant les "Centres aérés" (2), et les "jardins Robinson" (3) que les animateurs engagèrent tout naturellement des moniteurs pour les seconder. En faisant cela ils ne faisaient qu'étendre le principe des moniteurs couramment utilisé dans les colonies de vacances. A la différence de certaines colonies de vacances, ces moniteurs étaient payés, 30.- puis 50.- pour une journée de 10 heures avec une trentaine de mômes.

(suite en page 6)

(1) Il est intéressant de savoir qu'au début les animateurs n'avaient aucun cahier des charges et qu'ils étaient engagés par des associations d'habitants recevant des subventions de l'Etat.

(2) Prise en charge des enfants pendant la journée à l'époque des vacances scolaires dans un terrain à la campagne.

(3) Lieu extérieur de jeux pour les enfants, en ville.

Presse du Parti

LE PROLÉTAIRE

il programma comunista

El Comunista

Kommunistisches Programm

bilan de la lutte des moniteurs

(suite de la page 5)

Tant que les tâches de ces moniteurs avaient un caractère temporaire, le recrutement se faisait auprès de jeunes étudiants ou collégiens à la recherche d'argent de poche. C'est lorsque le développement des activités nécessita des moniteurs permanents (quelques heures par jour) que commença à se poser le problème de l'unification des conditions de l'embauche. A ce propos, il est bon de rappeler qu'à cette époque les animateurs engageaient eux-mêmes leurs moniteurs.

Ils avaient donc ni plus ni moins qu'un rôle de patron. Enorme contradiction qui ne pouvait que satisfaire l'Etat, puisque non seulement ses propres employés - au statut d'ailleurs fort ambigu - assumaient et développaient les tâches de services sociaux sans qu'on leur demande, mais en plus assumaient ce développement en engageant du personnel sous-payé. Cette contradiction ne pouvait que provoquer chez les animateurs eux-mêmes un clivage entre les défenseurs du rôle social et ceux qui, se sentant solidaires des moniteurs, entendaient lutter à leurs côtés pour satisfaire leurs revendications plus que légitimes.

Le mouvement des moniteurs qui débuta en mai 77, défendait les 3 revendications suivantes :

- 10 Frs par heure, salaire minimum
- Indexation du salaire au coût de la vie
- même employeur que les animateurs

La troisième revendication était l'expression maladroite d'une volonté de ne plus être engagé par les animateurs. Parallèlement aux moniteurs, les animateurs luttaient eux pour être intégrés dans la CIA (caisse interprofessionnelle d'assurances, 11^{ème} pilier) à laquelle ils estimaient avoir droit étant depuis près de 10 ans fonctionnaires de plein droit intégré dans le cadre de la fonction publique.

Il est évident que ces deux luttes auraient dû se fonder afin qu'elles prennent l'aspect d'une seule et même lutte des travailleurs des Centres de loisirs. La réalité fut tout autre. Dès le début de la lutte chez les moniteurs, est théorisé par les représentants du CLP (Centre de liaison politique) la nécessité de l'"autonomie de la lutte des moniteurs".

Par manque de place dans ce numéro, la seconde partie de l'article consacré au IV^{ème} Congrès de la LMR est renvoyé au "Supplément" no 19, à paraître le 15 sept. 1979.

**Soutenez la presse
du Parti !
Abonnez-vous !**

Une telle revendication étant bien le plus sûr moyen de jeter, dès sa naissance le mouvement dans les bras de la VPOD. Et c'est ainsi que la lutte s'enfonça au fil des mois dans le dédale des commissions et procédures imposées par l'Etat.

Arrêtons-nous sur les méthodes de lutte utilisées par le mouvement. Isolé, sans tradition, il est la cible rêvée pour les "manipulateurs-expérimentateurs" de l'extrême-gauche en l'occurrence le CLP. Après avoir théorisé l'autonomie du mouvement par rapport à celui des animateurs, le CLP se lance dans de "pseudo-actions" pour accélérer et renforcer le mouvement. C'est ainsi qu'en plein accord avec la pratique de NEGOCIATIONS à tout prix de la VPOD et du PS, le CLP propose des débrayages... "pour faire pression sur les négociations".

Ainsi donc, le grand mot est lâché. Le mouvement utilise l'arme de la grève. Contre toute apparence, nous disons NON, et pour s'en convaincre il suffit de savoir que les animateurs se proposèrent par "solidarité" de s'occuper des enfants dont les moniteurs étaient responsables. Autant dire qu'une telle solidarité - véritable position de jaunes - enlève toute force au moyen de pression qu'est l'arrêt de travail.

De plus il serait illusoire de confondre un DEBRAYAGE avec un quelconque moyen de pression, surtout quand il s'agit purement et simplement de presser sur le moyen considéré comme essentiel, les NEGOCIATIONS. Un débrayage est un arrêt de travail qui n'a d'autre fonction que de permettre d'évaluer la force du mouvement. C'est pendant le débrayage que les travailleurs en lutte décide le recours à la grève ou non, sur la base d'une évaluation de la combattivité. Voilà le sens du débrayage, tout le reste n'est que bavardage d'illusionnistes en mal de luttes sociales.

Dans un milieu sans tradition de luttes, dans lequel aucune propagande, aucune préparation n'a été faite en vue de montrer comment il faut se battre pour se défendre, le mouvement naissant de lutte ne pouvait que s'enliser dans les méandres procédurières de la "Paix du Travail" et les pseudo-actions d'éclats sans lendemain.

En automne 78, après plus d'un an de négociations, le mouvement s'essouffle et la VPOD présente, en le tirant d'on ne sait où, un contrat type pour l'engagement des moniteurs. Elle substitue par là clairement à la nécessaire lutte unitaire sur des revendications, la négociation par Centre. Non contente d'isoler les moniteurs elle fait éclater ce qui avait été jusque là le principe d'organisation de base, l'Assemblée Générale, en le remplaçant par un Comité de délégués.

Désormais tout était fini. La lutte n'avait pas vraiment commencée

malgré près d'un an d'activités débridées que le mouvement à bout de souffle se sabordait pour accepter les méthodes classiques du syndicalisme helvétique.

Bilan matériel du mouvement : en principe les 10.- francs de l'heure sont pratiqués par les Centres, mais rien ne montre son caractère obligatoire et deux Centres au moins sur les 18 ne répondent pas à cette exigence. C'est un échec complet au regard de ce qui est souvent le principal acquis d'une lutte prolétarienne c'est à dire la construction d'une unité des prolétaires. La lutte n'a produit que dégoût, confusion et désillusion.

En guise de conclusion, nous voudrions montrer que les luttes élémentaires pour la défense des conditions de vie et de travail dans ces couches de salariés ne pourront devenir réellement efficaces que lorsque ces travailleurs, abandonnant leurs illusions sur leur rôle social, laissant de côté leur identification à ce rôle, admettront comme une évidence leur statut de prolétaires à part entière.

En assumant plus de tâches que ce qui est demandé, en développant les activités sans y être obligés, les travailleurs des Centres de Loisirs assument ce qui est le rôle de leur employeur. Cette contradiction, si elle se prolonge, ne peut que les éloigner toujours plus de la réappropriation d'une saine défense en solidarité avec les autres couches et catégories de prolétaires. S'assumer comme tel, c'est refuser de continuer à se considérer comme une catégorie au dessus des autres, c'est rejoindre et renforcer la lutte de classe des prolétaires par delà les barrières de catégories contre la bourgeoisie et ses larbins, contre l'Etat et son immonde ordre social.

Travailler dans un Centre de Loisirs ce n'est pas faire autre chose que de se nourrir en vendant sa force de travail. Tous les bavardages sur le travail social "subversif" ne sont que des entraves pour empêcher cette catégorie de rejoindre la lutte de tous les prolétaires. Voilà le travail qu'il faut entreprendre dans ces couches en s'appuyant sur les revendications qui s'expriment comme solutions à l'accroissement du poids du travail.

- Travailleurs des Centres de Loisirs vous êtes des prolétaires et vos intérêts sont identiques à ceux de tous les exploités
- Repoussez toutes les fausses défenses des négociations aux grèves pressions pour une convention bidon
- Non à une activité syndicale qui se limite à la politique conventionnelle
- Revendiquez l'arme de la grève sans préavis et sans limitation préalable de durée pour vous défendre!

FRONT ROUGE :

Quand les déchets du maoïsme redécouvrent les vertus du doute absolu.

Avec l'ouverture de la Chine sur le marché mondial, ouverture pur produit des nécessités intérieures du développement capitaliste de la Chine et non volonté politique de ses dirigeants, avec sa politique toujours plus ouvertement impérialiste, avec son rôle de gendarme de l'ordre impérialiste mondial dans le sud-est asiatique notamment, volait en éclats le mythe d'une Chine pacifique, amie des peuples et socialiste. Ces faits aveuglants ne pouvaient que provoquer dans le mouvement maoïste occidental son éclatement. La référence classique de ce mouvement à la "Révolution culturelle chinoise" comme nouveau modèle des révolutions de demain, comme dépassement du "Parti léniniste" dissout dans la dynamique des masses elles-mêmes - vision typique de la petite bourgeoisie appéurée par le centralisme et la rigueur de la révolution de Marx et de Lénine - ne pouvait plus être le ciment qui le lie.

La politique d'ouverture sur l'occident, qui commença avec Mao quoi qu'en disent les maoïstes obscurantistes - le voyage de Nixon - et qui se développe avec Teng Siao Ping, scinda le maoïsme occidental en deux courants :

- le premier, revenant à la tradition d'un stalinisme pur et dur, revendiquant ses origines dans l'internationale dégénérée des années 30 et défendant l'Etat chinois avec les mêmes arguments qui avaient été ceux des staliniens du premier après guerre vis à vis de l'URSS, et se faisant les champions de l'indépendance nationale,

- le second courant, beaucoup moins défini que le premier, refusant sans approfondir "l'image du socialisme" de l'Etat chinois d'aujourd'hui continue sans grande conviction à se revendiquer de la pensée du grand timonnier tout en cultivant dans la plupart des questions théoriques et politiques le doute philosophique le plus total. Ces courants se rattachent globalement au courant politique du spontanéisme.

En mai 1979, naissait en Suisse un nouveau journal "le fond de l'air est rouge", journal de l'organisation communiste FRONT ROUGE (FR), organisation que l'on peut classer sans hésiter dans le second groupe.

Aucun mystère dans cette naissance, le chou ou la cigogne n'y sont pour rien. Il ne s'agit pas d'une

naissance mais d'un replatrage qui relève plus de la chirurgie esthétique que de l'obstétrique.

Derrière FR c'est le CLP (centre de liaison politique) qui se cache. Quand les autres courants maoïstes tels que Rupture, l'OLC etc... se sont fondus pour donner l'OCLER puis l'OCS, (groupe à classer résolument dans le premier groupe), le CLP, de centre de liaison des luttes et des mouvements qu'il avait la prétention d'être, devint marginal dans la seule ville où il existe vraiment, Genève. Force lui fut donc de se "rénober" sous peine de disparaître. Ainsi le mystère d'une naissance se ramène à un problème de survie.

Disons tout de suite que si FR n'est pas à proprement parler une organisation importante, l'intérêt de le critiquer réside dans le fait qu'il est un représentant de ces déchets du maoïsme, pour qui les positions politiques sont de plus en plus évasives et où l'activisme forcé sert de base aux théorisations

les plus farfelues. FR ne fait aucun bilan politique de sa propre histoire et ne retire aucune leçon de plus d'un siècle d'histoire du mouvement ouvrier international, car dit-il ...

"les vrais communistes ... admettent que la perspective communiste doit être construite y compris dans le débat, dans la confrontation, dans l'interprétation plus ou moins divergentes de ce que chacun entend par "là. Le communisme n'est pas donné "une fois pour toutes, il est un "DEVENIR (souligné par nous) à construire et à débattre". (le fond de l'air est rouge, no 1, mai 79). Comment être plus clair. Point 1 : le communisme n'existe pas. Point 2 : il est à construire. Ainsi donc FR lutte pour une société qu'il est incapable de décrire dans ces grandes lignes. S'il voulait démontrer, par une telle déclaration, que jamais le CLP n'a eut de vision claire du socialisme, société sans classe, sans marché et sans Etat, il ne s'y prendrait pas mieux. Lorsqu'évidemment on eut, jusqu'à il n'y a pas longtemps, pour seul modèle de socialisme, l'anémique "socialisme des rizières", et que pour des raisons fort compréhensibles mais non explicites on le rejette, c'est tout simplement la notion de communisme qui devient relative.

Et pour propager sa claire vision des buts finaux de la lutte politique des communistes, FR nous donne la méthode : "... la lutte pour le communisme ... passe par la démarche

d'EXPLIQUER (souligné par nous) aux masses ce qu'est le communisme et de les convaincre de son contenu libérateur".

Ou bien ... ou bien messieurs les théoriciens du vide absolu! Ou vous savez ou vous ne savez pas! De toute façon ce n'est certainement pas en conquérant idéologiquement chaque tête de prolétaire de la justesse du communisme que les communistes balayeront l'immonde société bourgeoise, mais en renforçant le Parti de classe non par la seule propagande mais par un travail général qui prend appui sur les luttes prolétariennes, - depuis les premières réactions de résistance élémentaires dans lesquelles la direction des communistes s'impose grâce à l'apreté et la constance de leur travail et grâce à leur claire vision des conditions de luttes et des moyens d'être vainqueur, jusqu'à l'instauration de la dictature prolétarienne.

Et ce travail ne peut porter ses fruits que par un lent et patient travail dans lequel l'adhésion à certains principes est le guide pour l'action, indépendamment des variations conjoncturelles toujours possibles.

Voilà en effet une conception que FR ne peut admettre lui qui dans sa "déclaration de l'organisation FR" entend lutter entre autres contre "le mythe de la théorie ..." et celui "... d'une prétention à une vision totale ..."

En résumé : vive le doute absolu!!!

Mais le clou de sa déclaration, infâme fatras au jargon ésotérique, est certainement sa vision de la lutte contre la contre-révolution.

(suite en page 8)

Voici le sommaire du n° 79 (avril 1979) de

Programme communiste

- Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte et de l'émancipation du prolétariat.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : Socialisme et nation — Guerre et révolution — Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale — Une première conclusion.
- L'Afrique, proie des impérialismes (3) : Les investissements étrangers en Afrique.
- Nouvelles des faux socialismes : A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation — Socialisme, ou production individuelle ?

—VIE DU PARTI—

Compte rendu de la réunion publique :

BILAN DE LA LUTTE DES FOYERS SONACOTRA

L'exposé commença par rappeler que la question de l'immigration en Suisse est à l'ordre du jour avec l'initiative "Être Solidaire" et la "Nouvelle loi sur les étrangers" réformes que cherchent à opposer l'opportunisme, la première étant considérée comme favorable à l'immigration et la seconde non. En réalité ces deux réformes adhèrent aux mêmes principes antiprolétariens : l'adhésion au contingentement et à la restriction des droits. Devant l'inexistence de toutes luttes de classes en Suisse, la présentation du rapport montra toute l'importance pour les luttes prolétaires en général de tirer de la magnifique lutte des foyers d'immigrés en France un bilan aussi complet que possible, car les leçons à retirer sont de portée générale et internationale, et non purement française.

L'exposé débuta par un rappel de quelques notions fondamentales qui lient capitalisme et immigration, montrant que l'immigration est une extension à l'échelle internationale du phénomène de la constitution d'une "armée industrielle de réserve" découlant elle-même du développement cahotique du capitalisme qui absorbe et rejette périodiquement d'immenses quantités de forces de travail selon ses besoins. Il fut rappelé également que pour les communistes, le phénomène de l'immigration, loin d'être considéré comme un phénomène à déplorer, est à considérer comme un puissant facteur d' **HOMOGENEISATION** de la classe, en concentrant dans les mêmes endroits des masses de prolétaires

de toutes régions et de toutes races.

Une fois rappelées ces notions fondamentales, l'exposé montra comment l'aggravation des conditions d'existence du prolétariat immigré en France était étroitement liée à l'entrée en crise du système impérialiste mondial. La crise avec son cortège de chômeurs poussait nécessairement la bourgeoisie à limiter les entrées d'immigrés. C'est ainsi que toute une série de mesures visant à réduire l'immigration sont mises sur pieds, dont la principale dès 1972 (circulaire Fontanet-Marcellin), au nom de l'amélioration des conditions de vie des immigrés et de la lutte contre le travail clandestin, jusque là parfaitement admis. Mais isolés, tant par leur mode d'organisation par nationalité que par le total désintérêt manifesté par les centrales syndicales françaises à leur égard, les travailleurs immigrés réagissent avec les seuls moyens qui sont à leur portée, comme la grève de la faim. Pauvre moyen, qu'il est facile de railler, qui montre cruellement toute la difficulté de la réplique. Février 75 voit se tenir à Montpellier la première réunion nationale de l'immigration qui cherche une réponse globale à l'attaque de l'Etat. L'exposé montra que, déjà lors de cette réunion, l'extrême gauche se divisait en deux courants sommairement caractérisés, l'un comme antisindicaliste de principe au nom de "la nécessaire AUTONOMIE des luttes d'immigrés" et l'autre comme syndicaliste à tout prix au nom de l' **UNITE AVEC LE MOU-**

LEMENT ORGANISE des ouvriers français.

L'exposé rappela que bien évidemment la position juste n'est pas celle qui cherche à trouver la solution en termes figés d'organisation mais celle qui pose clairement le problème de l' **ORIENTATION** et des **METHODES** de lutte. Le problème à résoudre en l'occurrence était celui de renforcer le potentiel immense de révolte et de solidarité instinctives engendrées chez les exploités par le capitalisme.

Puis ayant décrit les conditions d'existence dans les foyers, le rapport montra qu'elles étaient la base matérielle qui fit éclore la **LUTTE DES FOYERS**. Dès sa naissance la lutte s'engage pour une diminution de la redevance de 100.- F. et son blocage, pour la suppression du règlement intérieur, véritable règlement de prisons, pour la suppression du statut de résident et son remplacement par celui universellement reconnu de locataire, pour la suppression des "gérants racistes" véritables nervis de la bourgeoisie recrutés parmi les anciens flics et militaires au "passé colonial irrécusable" et leur remplacement par des concierges comme dans les HLM.

Le rapport montra que la lutte pour la satisfaction de ces revendications avait un contenu qui dépassait largement une simple lutte pour un loyer moins cher, car elle tendait en même temps à lutter contre les discriminations qui divisent le prolétariat en marginalisant sa large fraction immigrée.

C'est en ce sens que cette lutte avait un contenu de portée générale - lutte pour l' **UNITE DE LA CLASSE** - et c'est cela qui en fait toute son importance.

Une fois ces prémisses décrites, le rapport retraça à grands pas les principales étapes de la lutte en montrant que les attaques supplémentaires de l'Etat contre l'immigration - les mesures Stoléro - au lieu de liquider le mouvement l'ont au contraire renforcé et étendu. C'est ainsi que la Coordination Nationale des foyers en lutte pris en charge la "lutte contre le million" - déguisée par Stoléro en "Aide au retour" - et infligea une défaite totale à l'Etat, les immigrés n'ayant pas accepté cette aumône pourrie.

L'exposé s'efforça de montrer que l'Etat français attaquait systématiquement le mouvement au moment où il était le plus isolé et le plus faible, c'est à dire en été. Mais là aussi, le mouvement démontra toute sa vigueur en répondant par une mobilisation constante notamment lors de l'été 78, point culminant de la lutte, où les inculpations (88) pleuvaient sur le mouvement.

Le rapport montra que cette magni-

FRONT ROUGE

(suite de la page 7)

Après avoir revendiqué la nécessité du Parti, sans jamais avoir expliqué le pourquoi de cette nécessité, FR revendique "...un fonctionnement "qui unisse démocratie et centralisme" cela autant dans les organisations "de masses ... que dans l'organisation politique d'aujourd'hui ... "et que dans la société que nous voulons instaurer."

"Cela parce que selon nous, le pouvoir du Capital continuera d'exister tant que dans toutes ces phases les "mouvements de lutte n'auront pas la certitude que la déviation totalitaire "et la contre-révolution guettent à "chaque instant". (ibidem)

Résumons : l'antidote à la contre-révolution c'est une forme d'organisation : le centralisme démocratique, FR entend donc combattre la contre-révolution - qu'il se garde bien de définir mais gageons qu'il s'agit pour lui d'un pur phénomène idéologique - qui n'est rien d'autre que la bourgeoisie armée jusqu'aux dents pour écraser physiquement le prolétariat, par le débat démocratique, Foutaise et illusions, FR ne fait, par son entreprise

de bouillie théorique, que participer au freinage de la reprise de classe sur de saines bases.

Le seul, l'unique moyen, d'éviter la contre-révolution messieurs les beaux causeurs réside sur le terrain de la FORCE. Et cette force, avant la prise du pouvoir, c'est celle du prolétariat discipliné et centralisé autour de son parti, véritable organe de combat non pas seulement sur le terrain national mais à l'échelle mondiale, et après la victoire c'est l'exercice de la dictature par l'intermédiaire de l'Etat de classe, véritable bras armé de la classe prolétaire sur la bourgeoisie et ses alliés, jusqu'à l'extinction du capitalisme qui passe par l'intervention despotique de l'Etat de classe dans les rapports de productions bourgeois. Alors seulement se seront éteints les spectres de la contre-révolution.

FR est un obstacle, bien mince il est vrai, sur le difficile chemin de la reprise de classe, mais il est cependant nécessaire sur le terrain des quelques luttes prolétaires qui se déroulent, de combattre ses orientations archiconfuses, afin de déblayer le chemin pour demain.

fique lutte, malgré ses appels incessants aux ouvriers français, restait relativement isolée, et la tâche colossale, assumée par le Comité de coordination nationale, de répondre aux inculpations par une mobilisation constante, ne permit pas au mouvement de faire un travail conséquent vers les entreprises auprès des ouvriers français.

Le rapport traite ensuite la position de l'opportunisme vis-à-vis du mouvement. Il montra que non content de saboter la lutte en préconisant les négociations foyer par foyer, le PCF et la CGT avaient depuis longtemps défendu les principes mêmes qui préluèrent au contrôle de l'immigration, démontrant ainsi leurs rôles de larbins de la bourgeoisie. Le rapport montra que l'attitude plus évasive de la CFDT reflétait en réalité une attitude plus hypocrite, puisque le soutien très formel de certaines UD ou UL contrôlées par les organisations suivistes comme la LCR ou l'OCT se traduisait au niveau central par un appui systématique à toutes les initiatives de la CGT pour négocier avec la SONACOTRA par dessus le Comité de coordination nationale et les comités de résidents.

Puis le rapport s'efforça de montrer que les grands acquis de la lutte résidaient dans celui d'avoir fondu 24 nationalités sur les mêmes revendications et mêmes mots d'ordre, celui d'avoir fait reculer l'Etat - lutte contre le million, l'APL,

etc... - et la justice - lors des procès, pour le paiement des arriérés ou les expulsions, dont plus de 60 % furent en faveur des résidents contre la SONACOTRA au 31/12/78 - par une mobilisation sur le terrain de la force en s'affrontant constamment à l'opportunisme qui par mille moyens s'efforçait de briser la lutte en préconisant ses propres méthodes de collaboration de classes pour résoudre les problèmes.

La bourgeoisie RECULE sous l'effet de la force non sous l'effet des arguments percutants des ténors de la négociation à tout prix. Tel le est la grande leçon de cette lutte. C'est cela l'orientation classiste de la lutte, et c'est cela qui est EXEMPLAIRE. Et dans sa lutte avec les moyens classistes le mouvement s'est affronté non seulement à la bourgeoisie et à l'Etat mais aussi à l'opportunisme, démontrant ainsi dans les faits la pleine convergence du tandem bourgeoisie-opportunisme dans le maintien de l'ordre.

Le rapport se termina sur un très bref rappel des difficultés actuelles du mouvement liées à la difficulté de le sortir de son isolement, isolement dont non seulement l'opportunisme classique des partis ouvriers-bourgeois et des centrales syndicales est responsable, mais également le suivisme des organisations centristes (LCR-OCT) et le populisme interclassiste des maoïstes - comme l'UCF par exemple - par le sabotage systématique

qu'ils ont pratiqué dans les comités de soutien aux foyers en lutte en préconisant pour les uns de le dissoudre en le mettant à la remorque des syndicats et des partis de gauche, et pour les autres de le dissoudre dans le marais des luttes populaires, ces deux positions combattant la seule orientation correcte qui est celle de chercher à tisser des liens aussi étroits que possible avec les ouvriers français, objectifs qui aurait pu être atteint lorsque à la chaleur maximum de la lutte, le comité de coordination aurait pu prétendre prendre la direction de luttes plus générales que celles strictement liées aux foyers en lutte.

L'exposé concluait enfin qu'en l'absence de ce travail de la part des comités de soutien vers le prolétariat français, l'isolement du mouvement, malgré ses immunités contre l'opportunisme, l'a porté malgré lui à chercher l'appui des centrales syndicales et de l'opportunisme en général sur une base qui n'avait jamais été la sienne depuis sa naissance. L'urgence de sortir le mouvement de cette ornière est d'autant plus pressante qu'aujourd'hui se pose le problème du renouvellement des cartes de séjour qui en l'absence d'un puissant mouvement revendiquant les orientations et les méthodes de classe, risque d'être le prétexte ultime de la bourgeoisie pour liquider le mouvement par des expulsions massives.

N'ayez de crainte MM. les bourgeois,

ni du côté du PST....

Rien ne peut plus soulever l'émotion du PST, que lorsque la bourgeoisie ose l'accuser de servir une cause contraire aux intérêts de la Nation et de ses Institutions.

Que le Conseil d'Etat de Zürich s'avise de porter un jugement peu tendre à l'égard du PdF, et voilà que l'inénarrable Muret monte à la tribune du Conseil national pour déposer une demande d'interpellation urgente déclarant notamment: "Dans une déclaration publique du 16 mai dernier, le Conseil d'Etat du canton de Zürich, en réponse à une question écrite qui lui était adressée au sujet d'une interdiction professionnelle décrétée par ses services, a porté contre le PST des appréciations à la fois calomnieuses et diffamatoires, déformant grossièrement et mensongèrement sa politique et l'accusant notamment, sans l'ombre d'une preuve ni la moindre référence à un cas concret, de porter at-

teinte à la sécurité intérieure et extérieure de la Confédération" (soul. par nous, VO du 8-9/06/79).

Une fois n'est pas coutume, nous sommes d'accord avec le PST. Avec lui nous défions quiconque de trouver un seul "cas concret" où ce digne parti démocratique et parlementaire aurait - ne serait-ce que verbalement - porté atteinte aux institutions de l'Etat!

ni du côté de l'USS...

Dans le but de tromper les travailleurs sur l'augmentation réelle du coût de la vie, la bourgeoisie propose d'instaurer un double indice des prix, l'un concernant exclusivement les produits pétroliers, dont la hausse brutale à une forte influence sur l'indice courant, l'autre établit sur le reste des marchandises.

L'USS s'élève contre cette "manipulation des indices", et voici pourquoi: "L'indice des prix à la consommation - fondé sur une entente - forme un tout cohérent. Toute tentative d'en scinder l'un ou l'au-

tre élément sous la pression de circonstances temporaires mettrait en question la vérité de l'indice, qui constitue l'un des éléments essentiels des négociations conventionnelles. Il en résulterait une aggravation du climat social. Les syndicats se refusent à cette aventure" (soul. dans le texte).

Les syndicats veulent bien maintenir la paix sociale grâce à la politique conventionnelle, mais il faudrait tout de même que MM. les patrons ne leur dressent pas des obstacles inutiles.

Qu'est-ce donc cette "aggravation du climat social" tant redoutée; mais tout simplement la réapparition en Suisse de luttes immédiates où les ouvriers, par l'usage de la grève, portent la lutte sur leur terrain de classe. C'est bien les grèves qui constituent pour l'USS une grande "aventure" à laquelle elle se refuse.

Alors MM. les patrons écoutez donc un peu plus vos "partenaires sociaux" si vous désirez le calme et la stabilité sociale!

CAS : Les raisons d'une crise et les moyens d'en sortir.

Depuis quelques mois rien ne va plus dans les organisations "de masse" de Drapeau Rouge, et en particulier au CAS. Pour nous qui avons toujours critiqué la fermeture du CAS aux travailleurs peu enclin à se plier à la direction maoïste, cette faillite ne nous étonne guère. En mai 75, dans le "supplément no 3 au prolétaire", nous appelions "... les travailleurs regroupés au CAS à participer à tous les organismes prolétariens ouverts, en laissant tomber le "sectarisme organisationnel de Rupture (aujourd'hui CCS), en ouvrant le CAS à tous les travailleurs sans préalable politique,..."

Ce n'est donc pas fortuit si des militants de base, en contact étroits avec nos camarades dans l'activité syndicale, leur ont demandé de s'exprimer dans leur journal "Lutte Ouvrière" sur les remous qui agitent le CAS. Nous avons donc écrit un article en leur précisant qu'il s'agissait d'un texte défendant ouvertement nos positions de parti. Ne sachant pas s'il sera reproduit par "LO" nous le publions ci-dessous.

Dans le numéro du 1er mai, la rédaction de LO essaye de dresser le bilan des 6 années de parution du journal. S'il est une chose qui ressort de ce bilan c'est l'embarras de la rédaction devant la montée du mécontentement de la base ouvrière des CAS-GAS. Affirmant dans cet article que la "rédaction est constituée de militants de l'OCS", l'embarras de la rédaction traduit donc celui des militants de l'OCS (ex-rupture, ex-OCLUR) devant le caractère complexe de la réalité. Grands amis de la Chine, les militants de l'OCS ont vraisemblablement quelques difficultés à faire passer leur point de vue pro-chinois, après les événements de cette dernière année, dans l'analyse de la situation tant helvétique que mondiale, auprès des militants ouvriers préoccupés de développer et de renforcer sur des bases saines la lutte immédiate contre le Capital.

Si hier encore, le point de vue tiers-mondiste, anti-impérialiste et maoïste suffisait pour souder sur le terrain des luttes immédiates les militants politiques de "rupture" et quelques ouvriers d'avant-garde écœurés par la politique menée par les syndicats traditionnels en donnant naissance au CAS, il en est allé tout autrement lorsque l'évolution politique de "Rupture" l'a mené du spontanéisme débridé de sa naissance au stalinisme bon teint de la plateforme politique de l'OCLUR (mai 77), entraînant dans son évolution son organisme syndical. Si hier encore, la revendication théorique de la "révolution culturelle" en Chine pouvait souder les maoïstes spontanéistes à des ouvriers d'avant-garde, la politique ouvertement impérialiste de l'Etat chinois dévoilée notamment dans ses rapports avec les Etats indochinois, et l'adhésion de l'OCS à toutes les monstruosité de la politique chinoise, provoqueront la rupture entre ces deux composantes des CAS-GAS. Voilà la racine objective de l'embarras de la rédaction de LO.

Ainsi donc, la question sous-jacente à l'embarras de la rédaction est la soumission des CAS-GAS à l'OCS. Par récurrence se pose inévitablement la

question du caractère ouvert ou fermé de l'organisme syndical.

Si l'on se réfère aux textes de l'OCLUR (plateforme mai 77), "les buts du syndicalisme de classe" sont définis ainsi :

- "l'abolition de l'exploitation capitaliste
- "l'abolition du travail salarié
- "l'abolition de l'assujétissement économique des travailleurs ..."

Mis à part le fait que ces trois buts sont tautologiques, l'exploitation capitaliste étant précisément l'exploitation du travail salarié, lui-même étant l'expression dans le domaine des rapports sociaux de l'assujétissement économique des prolétaires au Capital, l'abolition de l'un étant strictement équivalente à l'abolition des deux autres, un organisme de défense immédiat NE PEUT SE CONSTRUIRE SUR DE TELLES BASES. Poser des buts qui définissent les PRÉALABLES THÉORIQUES, c'est refuser à toute une série importante de travailleurs le droit de participer dans l'organisme à la lutte sur des questions immédiates concernant la défense de leur survie sous prétexte qu'ils n'admettent pas le but final de la lutte prolétarienne, car la lutte pour l'abolition du salariat c'est la lutte pour le socialisme. Et pour mener une lutte aussi radicale que la lutte pour le socialisme, la classe ouvrière a besoin d'un organisme qui non seulement soit un organe de lutte centralisé mais également un organe qui possède la claire vision de tout l'arc historique par lequel le prolétariat devra nécessairement passer dans sa lutte contre le Capital, et cet organe ne peut être que le PARTI DE CLASSE, dont le principe organisatif fondamental est d'être fermé.

Mais revenons au CAS. Un tel organisme prolétarien de défense nait spontanément de la nécessité de lutter contre l'aggravation des conditions de vie, et c'est ce qui lui donne ce caractère limité à quelques objectifs simples. Mais un tel organisme ne peut revendiquer le titre prolétarien que si il défend les méthodes classistes de lutte en revendiquant LA GREVE comme arme fondamentale du prolétariat

contre le Capital.

Un tel organisme ne peut qu'être ouvert à tous les prolétaires qui rejettent la Paix du Travail absolue ou relative, la négociation entre partenaires sociaux responsables comme moyen de lutte privilégié, la politique conventionnelle comme but ultime de la lutte syndicale, s'accordant, s'unissent et luttent ensemble pour défendre le principe de l'utilisation de la grève comme seule arme de défense de classe efficace.

Voilà ce que nous voulions dire aux ouvriers du CAS. Il faut ouvrir le CAS à tous les ouvriers qui sont prêts à lutter avec l'arme de la grève, et non pas ouvrir les colonnes du journal sur un pseudo débat aux allures démocratiques comme le suggère la rédaction. Le rôle du journal est d'être ce lien organique entre les noyaux prolétariens, en continuant à faire circuler l'information sur tout ce qui se passe dans les boîtes, en continuant à dénoncer toutes les trahisons des syndicats sans aucun égard pour les pseudo analyses des tacticiens politiciards qui cherchent à ménager les syndicats au nom de l'apathie ouvrière.

En ce qui concerne les questions politiques générales, le journal peut en parler si il en a la force, mais ce n'est pas là sa fonction principale. Notamment il devrait répondre vigoureusement par un appel au retour à des méthodes de lutte de classes, aux syndicats et en particulier à leur aile gauche lorsqu'ils cherchent un dérivatif à la lutte pour la défense sur des questions immédiates en revendiquant le droit pour un syndicat d'utiliser les méthodes archi-bourgeoises de l'initiative et du référendum.

- pour l'ouverture de l'organisme à tous les prolétaires qui revendiquent les méthodes et les moyens de classe dans la lutte immédiate,

- pour l'utilisation et la défense de la grève, arme fondamentale du Travail contre le Capital,

- pour un journal qui défende un point de vue de classe dans les luttes prolétariennes.

Permanences du Parti

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, - Atelier -).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE

Editions Programme

32, rue Pré du Marché
1004 LAUSANNE

éd. responsable :

F. Gambini

20, rue Jean-Bouton

75012-PARIS

le prolétaire

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

A CHAMP-DOLLON, C'EST LE CAPITAL QUI ASSASSINE !

Prolétaires, camarades,

Pour la sixième fois depuis 2 ans, la prison de Champ-Dollon vient d'ajouter une victime à la liste de ceux dont la révolte et le désespoir, face à une société qui les brise et face à une justice qui finit de les broyer, les poussent à l'autodestruction.

Anne-Marie Grenier, en préventive pour une de ces petites "escroqueries" qui ne font du mal qu'à l'hypocrite morale des nantis, a été retrouvée pendue dans sa cellule mercredi 6 juin. Que lui reprochent ses bourreaux? D'avoir fait en infiniment petit et pour subvenir à des besoins ou à des désirs élémentaires pour vivre normalement, ce que le Capital, par l'intermédiaire de ses banquiers, financiers, affairistes, industriels, etc... fait quotidiennement à l'échelle de la nation comme à l'échelle internationale. Mais les escroqueries de ces messieurs font partie bon an mal an des vicissitudes du développement capitaliste, et l'Etat sait bien trouver tous les accommodements juridiques et tous les sursits pour passer l'éponge aux "malheureux" ayant fait un faux pas de trop dans la jonglerie des millions.

Mais surtout depuis son incarcération en préventive, on lui reproche de faire partie de la bande des "meneurs" et des "casseurs" qui ont "orchestrés" la mutinerie du lundi 5 juin pour tenter d'imposer leurs revendications, de faire connaître leurs conditions de vie en prison, et d'appeler ainsi à la solidarité à l'extérieur des murs de Champ-Dollon.

Rappelons les événements, Lundi, 60 détenus préventifs se révoltent contre l'enfer asseptisé de Champ-Dollon. Ils montrent ainsi que le seul moyen de faire trembler la direction est l'action directe. La pétition qu'ils lancèrent quelques jours auparavant pour réclamer le droit aux visites intercellulaires, le droit d'organisation en comité, une salle de sport, plus de sortie et le droit au culte, avait fini après vague lecture dans la corbeille du directeur, Hentsch. La corbeille à papier est le sort réservé à toutes les pétitions, et cet exemple montre une fois de plus que ce moyen est stérile de résultat. Leur mouvement revendicatif serait donc resté dans l'ombre, si la rage ne les avait pas poussé à l'action directe.

Sitôt l'ordre rétabli dans la prison, la répression frappait les "meneurs". La punition individuelle faisait suite à l'intervention de 250 flics armés jusqu'aux dents de matraques, gaz lacrimogène et mitraillette à la hanche (comme quoi le PdT qui réclamait, à la place de la PFS, des corps spéciaux de police cantonaux, doit être satisfait de la bonne tenue des troupes; cela lui fait deux objets de satisfaction avec l'élection de Dafflon à la Mairie de Genève) et à l'arrosage des manifestants par les pompiers qui acceptaient de jouer le rôle de flics. Anne-Marie fut donc condamnée, avec d'autres camarades, à l'isolement du cachot pour avoir été la "meneuse" de la prison des femmes. Cela faisait sa deuxième punition puisque quelques temps auparavant elle avait déjà subi l'isolement pour avoir engagé une grève de la faim.

Simultanément à l'assassinat de Anne-Marie par la machine carcérale, une autre détenue se mutilait, prise de désespoir, pendant que les flics passaient à tabac un troisième.

Voilà ce qui se passe derrière les barreaux en verre incassable de la "prison moule" Champ-Dollon!

Prolétaires, camarades,

Ce qu'il importe de voir dans ces tragiques événements, ce n'est pas tant l'horreur de la brutalité aujourd'hui, mais la perspective qu'ils tracent pour le prolétariat.

Aujourd'hui, la répression bourgeoise est à l'entraînement, et cela correspond bien à une période où le capitalisme en crise mondiale ne trouve d'autre voie à sa survie d'un jour que d'accroître la misère, le chômage, intensifier l'exploitation du prolétariat et préparer la guerre. L'Etat forge les armes qui lui seront nécessaires demain pour affronter la radicalisation des rapports de classe, et aménagé ses prisons pour loger l'avant garde ouvrière qui se sera détachée des luttes.

Pour cela, l'Etat s'en prend particulièrement aux couches marginales du prolétariat, ceux qui n'ont trouvé d'autre issue, face à la vie d'exploité par le Capital, que l'échappatoire de la drogue, ceux qui ne sont pas sortis des illusions petites-bourgeoises de l'objection de conscience et du pacifisme pour exprimer leur haine de l'armée, ceux qui trainent d'un boulot à l'autre, écoeurés par la discipline et les conditions de travail de la fabrique, ceux qui s'emparent des objets et des biens que le Capital leur fait miroiter, mais que leur condition interdit de posséder.

En matière de répression, la Suisse n'a qu'un peu de retard dans la pratique sur ses voisins les plus immédiats où le boulot quotidien du flic, CRS ou autre, est de chasser les grévistes des usines, traquer les autonomes (et il s'entend bien pour ce travail avec les syndicats et partis réformistes), perpétrer les ratonnades, étendre le réseau de surveillance dans l'usine et dans la rue. Mais par son degré d'entraînement, par la sophistication de ses moyens de contrôle et de répression, par la puissance de la délation sur laquelle s'appuient les flics, elle a tout pour faire envier ses voisins. Aujourd'hui la répression directe s'abat sur les desperados anarchistes (et Champ-Dollon est équipé d'un quartier de "haute sécurité" ou croupie actuellement G. Kröcher, militante de la RAF). Les années de prison ferme pleuvent sur ces révoltés poseurs de bombe, même si leur dynamite n'a pas blessé un chat, tandis que les Nello Celiò et autres, courent entre 2 conseils d'administration et sont montrés comme exemple de moralité aux classes laborieuses!

Pendant que les flics s'acharment sur ces révoltés, sur les couches marginales du prolétariat, les patrons responsables de la mort dite "accidentelle" de milliers de travailleurs par les rythmes de travail effrénés et les conditions de travail dangereuses, dorment leurs ventres au soleil! (et la Suisse est le pays d'Europe où le taux d'accidents du travail est le plus élevé)!

Qu'ils en aient conscience ou non, c'est contre le bras armé garant de la pérennité de l'ordre social que les mutins de Champ-Dollon se sont révoltés; c'est cela que l'Etat ne peut accepter et c'est pourquoi les prolétaires doivent manifester leur solidarité aux luttes qu'ils mènent.

Isolés dans leur cellule, divisés par la direction (qui frappe les uns, absout les autres), opprimés par le système des brimades et des punitions, les détenus doivent faire face à d'insurmontables obstacles pour s'imposer dans la lutte à l'appareil carcéral. La solidarité extérieure des prolétaires est la condition nécessaire pour soulager la pression qu'exerce sur eux l'Etat et ses flics. Cette solidarité de classe est une nécessité pour briser l'isolement des luttes, renforcer la volonté de se battre, et aussi une condition d'imposer un rapport de force sur l'Etat pour que ces mots d'ordre passent dans la réalité :

- Halte à la répression!
 - Satisfaction des revendications des détenus!
 - Halte au système des brimades et des punitions!
 - Levée immédiate des punitions!
- Pas d'inculpation pour mutinerie!

* * * * *

LISEZ ET DIFFUSEZ: "le prolétaire"
"il programa comunista"
"el comunista"

SOUTENEZ LA PRESSE DU PARTI
ABONNEZ-VOUS !